

- ▶ **Action Publique**
- ▶ **Associations**
- ▶ **Cohésion Sociale**
- ▶ **Démocratie**
- ▶ **Economie**
- ▶ **Education**
- ▶ **Education Populaire**
- ▶ **Engagements**
- ▶ **Ess**
- ▶ **Europe**
- ▶ **Jeunesse**
- ▶ **Territoires**
- ▶ **Transition Ecologique**

ACTION PUBLIQUE

Projet de loi fonction publique : pour les syndicats, le démantèlement du statut devient réalité

Lagazettedescommunes – 13 février 2019

En présentant son projet de loi fonction publique avant les conclusions du grand débat national, le gouvernement montre, d'après les syndicats, que "tout était bouclé d'avance". Pour eux, la démolition du statut a bien commencé.

Tout comprendre du projet de loi de transformation de la fonction publique

Lagazettedescommunes – 14 février 2019

"Un dialogue social plus stratégique", "des leviers managériaux développés", "la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents", "la mobilité et l'accompagnement des transitions professionnelles", "le renforcement de l'égalité professionnelle"... Que se cache-t-il derrière les grands axes du projet de loi de transformation de la fonction publique ?

Projet de loi Transformation de la fonction publique : la souplesse en gage de modernisation

banquedesterritoires.fr -14 février 2019

En 33 articles, le projet de loi Transformation de la fonction publique du gouvernement, présenté jeudi 14 février 2019 par Olivier Dussopt, entend "permettre de bâtir la fonction publique du XXI^e siècle, avec plus de souplesse et plus de mobilité". Il prévoit un recours accru aux contractuels, une fusion des instances représentatives du personnel, introduit la rémunération au mérite, touche à l'harmonisation de la durée du temps de travail dans la FPT et plaide pour des décisions plus souples "au fil de l'eau". Le tout dans un calendrier très serré avec un vote au CSFPT le 27 février. Une journée de mobilisation syndicale le 19 mars est d'ores et déjà annoncée.

ASSOCIATIONS

Une plateforme pour faciliter la mise en relation des acteurs publics et associatifs avec leurs futurs doctorants Cifre

lelabo-ess.org – 14 février 2019

HESAM Université et ses partenaires, dont le Labo de l'ESS, sort aujourd'hui la nouvelle " plateforme 100 doctorants " qui permet de mettre en relation des acteurs publics et associatifs avec leurs futurs doctorants Cifre.

COHESION SOCIALE

1ère rencontre nationale des acteurs de la stratégie pauvreté en région

solidarites-sante.gouv – 13 février 2019

Christelle Dubos, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé, avec Olivier Noblecourt, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, a clôturé, le 13 février, le premier cycle d'installation des conférences régionales de lutte contre la pauvreté en France métropolitaine, en réunissant leurs 400 animateurs lors de la « 1ère rencontre nationale des acteurs de la stratégie pauvreté en région ».

Éclairer et nourrir le grand débat

lelabo-ess.org – 14 février 2019

À l'invitation de la Fonda, des think tanks d'intérêt général se réunissent pour contribuer au grand débat, en partageant leurs analyses des transformations de la société et leurs observations des innovations sociales et démocratiques.

Grand Débat : à mi-parcours, le gouvernement précise les modalités de traitement des données

Localtis – 14 février 2019

Les deux membres du gouvernement "animateurs" du Grand Débat national ont présenté, lors du conseil des ministres du 13 février, un bilan à mi-parcours et les prochaines étapes de la démarche. Ils ont clarifié les modalités de traitement du matériau recueilli et précisé le calendrier des grandes conférences présentées comme l'étape culminante de la démarche.

DEMOCRATIE

Démocratie représentative : "Quel ministre est aujourd'hui en prison ? Il n'y en a pas"

arretsurimages.net – 8 février 2019

Conséquence inattendue du mouvement des Gilets jaunes, un débat s'est ouvert sur la démocratie représentative, telle qu'elle est pratiquée en France, depuis la Révolution française, c'est-à-dire le fait de déléguer à des représentants élus les pouvoirs législatif et exécutif. Faut-il en finir avec la démocratie représentative ou peut-on tenter de la sauver en la rendant vraiment représentative ?

ECONOMIE

Mobicoop, alternative à Blablacar et à son monde, veut faire du covoiturage un « bien commun »

Basta – 8 février 2019

En proposant un service au départ gratuit, Blablacar a rapidement construit un monopole quasi-total sur le covoiturage hexagonal. 15 millions de Français paient désormais, à chaque trajet, une commission au prix fort, qui a permis à l'entreprise d'investir dans 22 pays et de racheter Ouibus, la filiale en difficultés de la SNCF. Véritable « bien commun » pour certains, le covoiturage pourrait cependant être géré différemment.

« On ne devrait pas mourir en 2019 en France dans le cadre d'un job étudiant »

Basta – 12 février 2019

Franck Page est décédé alors qu'il livrait une commande pour Uber Eats dans la banlieue bordelaise. En hommage à cet étudiant de 18 ans, sa famille et de nombreux livreurs à vélo se sont joints lors d'une marche blanche le 27 janvier à Bordeaux. L'accident, qui a eu lieu aux abords d'une bretelle de rocade, questionne sur la dangerosité croissante d'un travail déjà décrié pour sa précarité.

Le changement climatique bientôt à l'origine d'une crise économique comparable à celle de 2008 ?

usbeketrica.com – 15 février 2019

Les coûts colossaux engendrés par le dérèglement climatique pourraient mener à un effondrement économique global comparable à la crise des subprimes de 2008. Telle est la conclusion d'une étude publiée mardi 12 février et réalisée par l'IPPR (Institute for Public Policy Research), un think tank progressiste londonien.

EDUCATION

L'éducation aux médias et à l'information au défi des mutations du monde des médias

CESE – 11 février 2019

Une nouvelle saisine de la section de l'éducation, de la culture et de la communication

Education : vœu de «confiance», bonjour l'ambiance

liberation.fr – 10 février 2019

Le projet de loi «pour une école de la confiance» arrive ce lundi à l'Assemblée, au moment où la grogne monte, notamment dans les lycées excentrés qui s'inquiètent de voir les inégalités renforcées.

EDUCATION POPULAIRE

Un appel à projets pour l'éducation populaire

associationmodeemploi.fr – 6 février 2019

Un appel à projets jeunesse et éducation populaire est paru. Il concerne les actions de cohérence éducative, d'accompagnement au départ en vacances et d'engagement des jeunes. Les associations ont jusqu'au 29 mars pour y répondre.

ENGAGEMENTS

Des mesures concrètes permettant aux étudiant·e·s de mieux concilier parcours académiques et parcours d'engagement

associations.gouv – 14 février 2019

Les avancées portées par la loi s'articulent selon deux principes fondamentaux : la validation des compétences, connaissances et aptitudes acquises lors d'une expérience d'engagement, et l'aménagement de scolarité pour les responsables associatif·ve·s étudiant·e·s.

ESS

Le guide S'engager dans une démarche d'innovation

avise.org – 11 février 2019

L'Avise vient de publier un guide présentant les étapes incontournables pour mettre en oeuvre une démarche d'innovation. Méthodologie, décryptage et retours d'expérience permettront à tous les dirigeants et professionnels de l'ESS de mener une telle démarche et d'en faire une réussite !

EUROPE

Préparation du Brexit: la Commission européenne adopte un ensemble final de mesures d'urgence pour un scénario d'absence d'accord, concernant le programme Erasmus+, la coordination de la sécurité sociale et le budget de l'UE

europa.eu – 30 janvier 2019

Commission européenne - Communiqué de presse

Le Parlement européen condamne le « recours disproportionné à la force » contre les manifestants

Le Monde – 14 février 2019

En plein mouvement des « gilets jaunes », certains députés européens souhaitaient une condamnation de l'usage des lanceurs de balles de défense, ce que la majorité a finalement refusé.

JEUNESSE

Grand débat national : les lycéens et les jeunes échangent avec le Président de la République et les ministres

education.gouv – 7 février 2019

Le Président de la République, Emmanuel Macron, accompagnés notamment par Jean-Michel Banquer, ministre de l'Éducation nationale, et Gabriel Attal, secrétaire d'État en charge de la Jeunesse, ont répondu aux questions de lycéens et de jeunes à Étang-sur-Arroux (Saône-et-Loire), le 7 février 2019, dans le cadre du Grand débat national.

Publication du bilan des appels à projets Jeunesse I à IV

diplomatie.gouv – 14 février 2019

Les jeunes sont les citoyens, les acteurs économiques et les dirigeants de demain. Le monde connaît une des générations de jeunes les plus importantes et mobiles de son histoire. A l'ère de la mondialisation, la mobilité des jeunes représente un des objectifs des collectivités territoriales et de leurs exécutifs.

Mineurs non accompagnés : l'ADF appelle à clarifier les compétences entre l'Etat et le département

gazette-sante-social – 13 février 2019

Le considérable afflux de mineurs non accompagnés depuis deux ans met en tension le dispositif de protection sans condition auquel ces enfants ont droit dès leur arrivée sur le territoire. En cause les questions du financement, du



REVUE DE PRESSE

15/02/2019

partage des responsabilités et de l'évaluation de minorité pour laquelle le décret du 30 janvier 2019 instaure un fichier biométrique des jeunes évalués

Un arrêté fixe toutes les modalités pratiques de l'expérimentation du Pass Culture

Localtis – 14 février 2019

Cet arrêté fournit notamment la liste des domaines d'activité culturelle éligibles : musées et autres lieux culturels, livre, cinéma, musique, jeux vidéo, spectacles...

Face à l'urgence écologique et sociale, place aux gilets jaunes !

Reporterre – 15 février 2019

Notre société laisse trop peu de liberté aux enfants et à l'expression de leur parole, explique l'autrice de cette tribune. Transformer notre rapport aux « générations futures » est pourtant la priorité pour affronter les enjeux environnementaux et sociaux.

Le permis de conduire va être intégré au Service national universel, confirme Gabriel Attal

Europe1 – 14 février 2019

Invité de la matinale d'Europe 1, jeudi, le secrétaire d'État Gabriel Attal a confirmé que l'examen du permis de conduire serait bien intégré au Service national universel.

TERRITOIRES

L'Etat préserve les dotations aux collectivités territoriales en 2019 et renforce le soutien aux collectivités les plus fragiles

cohesion-territoires.gouv – 13 février 2019

Le Gouvernement préserve en 2019 le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée aux communes, intercommunalités et départements au niveau qui était le sien en 2017 et en 2018, soit 27 milliards d'euros.

Sébastien Lecornu plaide pour "un troisième mouvement de la décentralisation"

Localtis – 14 février 2019

Le ministre chargé des collectivités territoriales plaide pour "un troisième mouvement de la décentralisation", qui serait "une des réponses" selon lui à la crise des gilets jaunes.

TRANSITION ECOLOGIQUE

Réunion avec les quatre associations à l'origine de la pétition "l'Affaire du siècle"

Gouvernement – 14 février 2019

Nous saluons la mobilisation des Français qui ont signé la pétition "l'affaire du siècle", et le Gouvernement, par la voix du ministère de la Transition écologique et solidaire, répondra dans les délais impartis à la demande préalable formulée par les quatre organisations à l'origine de la pétition. En revanche, nous récusons l'accusation « d'inaction climatique »...



REVUE DE PRESSE

15/02/2019

Grève scolaire pour le climat : « Personne n'a envie d'étudier ou de travailler pour un futur qui n'existera pas »

Basta – 14 février 2019

Parti de Suède en août, le mouvement des grèves scolaires pour le climat s'étend progressivement en France. Des étudiants et lycéens de divers établissements de la région parisienne ont décidé de lancer une grève pour le climat, tous les vendredis à partir du 15 février. Le 15 mars, journée de grève scolaire mondiale pour le climat, plus de 40 mobilisations sont déjà prévues dans toute la France.

La désobéissance civile, ultime recours face à l'urgence écologique ?

usbeketrica.com – 10 février 2019

Le mouvement Extinction Rebellion, né au Royaume-Uni et qui se développe en France, prône la désobéissance civile et dénonce l'inaction « criminelle » des gouvernements face au réchauffement climatique et à l'extinction massive d'espèces qui menacent l'humanité.